



REGLEMENT DE LA CONSULTATION (R.C.) CANDIDATURES

**DATE LIMITE DE REMISE DES CANDIDATURES :
VENDREDI 27 MARS 2026 A 12 H 00**

MARCHE 261000025

Marché public de services

Procédure concurrentielle avec négociation
Souscription des marchés d'assurance

Pouvoir adjudicateur – Coordonnateur du groupement :

IFREMER

1625, Route de Sainte Anne
29280 Plouzané

Assistance à maîtrise d'ouvrage :

Cabinet Julien

14 rue Alfred Sauvy
31270 Cugnaux

I. Pouvoir adjudicateur

Le présent marché s'inscrit dans le cadre du groupement de commande constitué sur la base de l'article L2113-6 de la Code de la Commande Publique.

Ce groupement est constitué de 2 membres dont un membre coordonnateur.

Les membres du groupement sont :

Coordonnateur : Ifremer

Membres :

- L'Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer (IFREMER)
- Le Groupement pour La Gestion de Navires Océanologiques (GENAVIR)

Le coordonnateur du groupement a notamment pour mission la préparation, la passation, l'attribution, la signature et la notification (au nom et pour le compte de GENAVIR) du présent marché. Chaque membre est chargé de l'exécution du marché pour ce qui le concerne.

L'Ifremer est le pouvoir adjudicateur du marché en sa qualité de coordinateur du groupement de commande dont la composition est définie ci-dessus.

II. Description du marché

2.1 Objet du marché

La présente consultation a pour objet la souscription des marchés d'assurance.

2.2 Forme du marché

Les lots sont des marchés publics.

2.3 Représentant du pouvoir adjudicateur

Monsieur François HOULLIER, Président Directeur Général de l'IFREMER nommé par décision du conseil des ministres du 19 septembre 2018.

2.4 Allotissement

Les prestations, objet du marché, font l'objet d'un allotissement.

Lot n°1	Assurances « Risques de Dommages aux Biens terrestres » IFREMER-GENAVIR
Lot n°2	Assurances « Responsabilité et risques annexes » IFREMER
Lot n°3	Assurances « Responsabilité et risques annexes » GENAVIR
Lot n°4	Assurances « Responsabilités Drones » IFREMER
Lot n°5	Assistance IFREMER
Lot n°6	Assistance GENAVIR
Lot n°7	Assurances « Responsabilité civile des mandataires sociaux » IFREMER-GENAVIR
Lot n°8	Assurances « Navigation – Transport » IFREMER-GENAVIR
Lot n°9	Marchandises transportées GENAVIR
Lot n°10	Cyber Risques IFREMER
Lot n°11	Cyber Risques GENAVIR
Lot n°12	Assurances « Risques Automobiles » GENAVIR
Lot n°13	Assurances « Risques Automobiles » IFREMER

Chacun des lots fera l'objet d'un marché. Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

2.5 Code CPV - Nomenclature – CPV 66500000-5

N° du Lot	Nom du Lot	Code CPV
1	Assurances « Risques de Dommages aux Biens terrestres » IFREMER-GENAVIR	66515000-3
2	Assurances « Responsabilité et risques annexes » IFREMER	66516400-4
3	Assurances « Responsabilité et risques annexes » GENAVIR	66516400-4
4	Assurances « Responsabilités Drones » IFREMER	66516400-4
5	Assistance IFREMER	66510000-8
6	Assistance GENAVIR	66510000-8
7	Assurances « Responsabilité civile des mandataires sociaux » IFREMER-GENAVIR	66516000-0
8	Assurances « Navigation – Transport » IFREMER-GENAVIR	66516000-0
9	Marchandises transportées GENAVIR	66515000-3
10	Cyber Risques IFREMER	66515411-7
11	Cyber Risques GENAVIR	66515411-7
12	Assurances « Risques Automobiles » GENAVIR	66514110-0
13	Assurances « Risques Automobiles » IFREMER	66514110-0

2.6 Durée du marché

Les marchés sont souscrits à effet du 1ER JANVIER 2027 pour une durée de 5 ANS avec faculté pour les deux parties de résiliation annuelle sous préavis de 4 mois avant l'échéance du 1er janvier.

Le marché peut ensuite être reconduit. Le nombre des reconductions est limité à 1 avec une durée d'un an par période reconduite, sans que sa durée totale (reconduction comprise) puisse excéder 6 ANS.

La décision de reconduire le marché interviendra par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard 3 mois avant la fin de la période en cours du marché. Le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction.

En cas de non-reconduction du marché, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité pour la partie non exécutée.

2.7 Unité monétaire

L'unité monétaire est l'euro.

2.8 Langue

La langue utilisée et à utiliser est le français.

Si les offres sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français. Cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

2.9 Prestations similaires

Dans les conditions fixées par l'article L2194-1 du Code de la Commande Publique, L'acheteur pourra passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire du présent marché passé après mise en concurrence.

III. Cadre juridique et procédure

3.1 Procédure utilisée

La procédure de consultation utilisée est la procédure concurrentielle avec négociation, lancée en application des articles L2124- 3 et R2124-3 4° 5°, du code de la commande publique.

Le phasage de la présente procédure concurrentielle avec négociation se déroule selon les étapes suivantes :

- Etape n°1 : L'IFREMER publie un avis d'appel public à la concurrence, dans le JOUE, afin que les opérateurs économiques intéressés puissent déposer leurs candidatures au vu des pièces requises dans la publicité.
- Etape n°2 : L'IFREMER analyse les candidatures, Seules les candidatures complètes seront retenues. Il n'y a pas de réduction du nombre des candidats admis à déposer une offre. Tous les candidats présentant des candidatures complètes seront admis à proposer une offre.
- Etape n°3 : Les candidats retenus sont rendus destinataires des dossiers de consultation (acte d'engagement, règlement de la consultation, cahier des clauses administratives particulières et cahier de clauses techniques particulières) et doivent remettre leurs propositions dans le délai imparti dans la lettre d'invitation.
- Etape n°4 : L'IFREMER procède à l'analyse des offres ainsi, éventuellement, qu'à un premier classement provisoire.
- Etape n°5 : Puis, entame les négociations avec les soumissionnaires.
- Etape n°6 : L'IFREMER arrête son choix à l'issue des négociations, après la réalisation du classement définitif.
- Etape n°7 : L'IFREMER notifie le marché à ou aux opérateurs économiques désignés attributaires.

3.2 Déroulement des négociations

L'IFREMER se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations.

En revanche si L'IFREMER entame des négociations, celles-ci se dérouleront selon les modalités suivantes pour chaque lot :

- A l'issue de la remise des premières offres, l'IFREMER procède à un premier classement sur la base des critères pondérés définis à l'article 6 ci-dessous. Seuls les trois candidats arrivés en tête de cette analyse seront invités à négocier dans des conditions de stricte égalité. La date à laquelle ces négociations auront lieu sera communiquée ultérieurement et après la date limite de remise des offres. Les soumissionnaires seront convoqués par courrier électronique à la date du rendez-vous. Tout soumissionnaire est tenu de participer à cette négociation à la date convenue avec L'IFREMER sous peine d'être éliminé de la consultation. Le soumissionnaire éliminé ne pourra prétendre à aucune indemnisation.
- L'IFREMER pourra demander à chacun des candidats admis aux négociations de compléter, de préciser, voire de modifier sa proposition sans pour autant que lesdits compléments, précisions ou modifications comportent un changement fondamental de l'offre initial du candidat.

À cet égard, il est précisé que :

- Au cours de la ou des négociation(s), le pouvoir adjudicateur négocie avec les candidats retenus le contenu de leur offre ainsi que tous les aspects du marché, aussi bien fonctionnels, techniques, méthodologiques, juridiques que financiers, à l'exception des exigences minimales et des critères de sélection des offres.
- IFREMER s'interdit de communiquer aux autres candidats des solutions ou informations confidentielles communiquées comme telles par un candidat dans le cadre de la discussion, sans l'accord de celui-ci (il appartiendra aux candidats de préciser les éléments de leur proposition qui relèvent de la confidentialité) ;
- Les négociations se dérouleront dans le respect des principes de transparence, d'égalité de traitement des candidats et du respect du secret industriel et commercial.
- Des rencontres ou vidéo-conférences sont prévues entre chaque candidat encore en lice et L'IFREMER, au cours de la période des négociations,
- Des échanges sur la plateforme Place, mail et téléphone s'en suivront ;

La procédure de négociation peut se dérouler en phases successives de manière à réduire le nombre d'offres à négocier en appliquant les critères d'attribution indiqués ci-dessous.

Les candidats non admis à participer à la phase suivante, en sont informés par L'IFREMER. Ces candidats ne pourront plus remettre d'offres.

Dès lors qu'il estime que la discussion est arrivée à son terme, L'IFREMER en informe les candidats qui ont participé à toutes les phases de la procédure.

Il les invite à remettre leur offre finale sur la base des négociations. L'invitation à remettre leur offre finale comportera au moins la date et l'heure limite de réception de ces offres, l'adresse à laquelle elles seront transmises et l'indication de l'obligation de remettre à minima un acte d'engagement renseigné en langue Française.

IV. Contenu du dossier de réponse des candidats

4.1 Présentation générale des dossiers en réponse des candidats

Les opérateurs économiques peuvent librement candidater sous la forme de leur choix pourvu qu'ils puissent présenter les documents ayant un caractère obligatoire et qu'ils remplissent les conditions de recevabilité en termes de capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières requises par le présent marché, ceci dans les conditions des articles R2142-1 à R2142-14 du Code de la Commande Publique.

Ainsi sous ces réserves, sont admises également les candidatures individuelles de personnes physiques ou morale, ainsi que les candidatures groupées conformément aux articles R2142-19 à R2142-27 du Code de la Commande Publique que ce groupement soit composé de personnes physiques, de personnes morales ou des deux catégories qui précèdent.

Les candidats ne peuvent présenter une offre que, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un groupement. Pour un même lot, ils ne peuvent pas cumuler plusieurs de ces qualités au travers de plusieurs offres.

Les documents qui doivent être produits pour la présentation des candidatures sont :

- ceux de la ou des compagnie(s) d'assurance qui provisionne(nt) le risque ainsi que :
- ceux de l'intermédiaire d'assurance qui représente la compagnie d'assurance.

Pour la description de l'offre, un seul document suffit pour l'intermédiaire d'assurance et pour la compagnie qui doivent ensemble compléter l'acte d'engagement :

- Article 1 ou 2 pour la compagnie d'assurance,
- Article 3 : pour l'intermédiaire d'assurance.

Si l'intermédiaire d'assurance complète aussi les articles 1 et 2 de l'acte d'engagement, il devra produire un mandat de la compagnie lui donnant ce pouvoir (notamment pour les courtiers) ou son mandat d'agent général (étant entendu que conformément au code des assurances, tout acte établi par l'agent général engage la compagnie d'assurance ayant délivré le mandat).

4.2 Documents relatifs à la candidature

Dans le cadre de cette consultation, les candidats ont le choix entre un dépôt de candidature DUME (Document Unique de Marché Européen) et un dépôt de candidature classique.

Attention : le dépôt d'une candidature DUME ou e-DUME ne dispense pas le candidat de remettre une offre par voie dématérialisée (voir article 5.3 « Documents relatifs à l'offre »).

a) Documents relatifs à la situation juridique

- Une lettre de candidature dûment datée et signée (ou imprimé DC1 – version du 01/04/2019) mentionnant si le candidat se présente seul ou en groupement et précisant si ce groupement est conjoint ou solidaire. La lettre fera apparaître les membres du groupement et sera signée par l'ensemble des membres ou par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces membres. En cas de candidature groupée, il convient de renseigner un seul formulaire DC1 ;

La déclaration sur l'honneur jointe au présent dossier, signé du candidat individuel ou en cas de groupement pas chaque membre du groupement, justifiant que ce dernier n'entre pas dans un des cas l'interdisant de soumissionner prévus des articles L2141-1 à L2141-6 du Code de la Commande, Publique et qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du Code du Travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

- Une déclaration du candidat individuel ou des membres du groupement (ou imprimé DC2 – version du 21/11/2023), apportant des précisions sur le statut du candidat individuel ou membre du groupement. Ce document présente également les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat individuel ou chacun des membres du groupement. En cas de candidature groupée, ce document doit être fourni par chaque membre du groupement.
- Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.

Les imprimés cités ci-dessus sont téléchargeables à l'adresse Internet suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

En application des dispositions de l'article R2143-4 du Code de la commande publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) en utilisant le site mise en place par l'Etat Français <https://dume.chorus-pro.gouv.fr> ou via le Service mis à disposition par la Commission européenne : <https://ec.europa.eu/tools/espd>.

b) Documents relatifs aux capacités professionnelles, techniques et financières du candidat

*** Capacité économique et financière :**

- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (2022 à 2024) ;

*** Référence professionnelle et capacité technique :**

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années (2023 à 2025).
- **Pour les assureurs uniquement** et en complément des documents demandés ci-dessus :
L'agrément délivré pour présenter les opérations d'assurance, objets de la consultation
- **Pour les intermédiaires d'assurance uniquement** et en complément des documents ci-dessus :
 - Mandat de la compagnie d'assurance pour les courtiers uniquement, permettant notamment de connaître l'étendue des pouvoirs
 - Attestation d'assurance professionnelle
 - Attestation de garantie financière
 - Ou en remplacement de ces deux dernières attestations, une attestation ORIAS
 - Le tableau demandé à la clause de transparence selon le modèle en annexe du dossier de candidature.
- Une présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années (2023 à 2025) indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.

Les listes de références « standard » n'ayant de rapport avec l'objet du marché sont proscrites.

Les certificats de qualification professionnelle prouvant la capacité du candidat peuvent être apportés par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle attestant de la compétence du candidat à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public.

Si le candidat présente un sous-traitant, celui-ci aura les mêmes documents et justificatifs à produire que le candidat, en application des articles R2193-1 et R2193-3 du Code de la Commande Publique.

Conformément aux dispositions de l'article R2143-13 du Code de la Commande Publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les éléments que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou via un espace de stockage numérique, à condition que toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace figurent dans le pli du candidat et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Par ailleurs, le candidat n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis au Pouvoir adjudicateur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Le cas échéant, le candidat précisera dans son offre la liste des documents déjà transmis à l'acheteur.

4.2.3 Candidature en cas de groupement d'opérateurs économiques

En application des articles R2142-19 à R2142-27 du Code de la Commande Publique, les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer aux procédures de passation de marchés publics. Le groupement peut être conjoint ou solidaire.

Le groupement est conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché public.

Le groupement est solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché public.

Les candidatures et les offres sont présentées soit par l'ensemble des membres du groupement, soit par un mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement. Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

Dans les deux formes de groupements, l'un des opérateurs économiques membres du groupement, désigné dans la candidature et dans l'offre comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis de l'acheteur et coordonne les prestations des membres du groupement.

Clause de transparence : Les candidats intervenant en qualité d'intermédiaires d'assurance sont tenus de produire, un tableau indiquant les entreprises d'assurance consultées, le/les lot(s) pour lequel/lesquels elle a été consultée, la date de sollicitation, la réponse obtenue (participation, refus, absence de réponse) et, en cas de refus, le motif invoqué, notamment lorsqu'il est fondé sur l'existence d'un accord d'exclusivité avec un autre intermédiaire pour le présent marché.

Le pouvoir adjudicateur pourra demander toute précision ou pièce complémentaire, interroger directement les entreprises d'assurance concernées et tirer toutes conséquences d'un défaut de transparence ou de la fourniture d'informations inexactes, pouvant aller jusqu'au rejet de l'offre et, le cas échéant, à la déclaration d'infructuosité de la procédure ou à la saisine des autorités de concurrence ou de contrôle.

Modification dans la composition du groupement en phase de passation :

Au titre de la présente consultation et conformément à l'article R2142-26 du Code de la Commande public, l'acheteur autorise le groupement qui en fait la demande à modifier sa composition lorsque les conditions suivantes sont remplies :

1° Le groupement dispose des garanties économiques, financières, techniques et professionnelles exigées par l'acheteur pour participer à la procédure ;

2° Cette modification ne porte pas atteinte au principe d'égalité de traitement des candidats ni à une concurrence effective entre ceux-ci.

Cas de la coassurance : il est exigé qu'un seul apériteur soit identifié au stade de la candidature et soit membre du groupement.

Si le candidat attributaire présente une offre en apéritif, il devra dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande, produire les justificatifs du placement de l'assurance à 100%. Si le candidat retenu ne peut produire les justificatifs dudit placement à 100% (document à émettre une fois le marché "libéré" par la décision d'attribution), dans le délai fixé par IFREMER, son offre sera rejetée.

L'élimination du candidat sera prononcée par le pouvoir adjudicateur qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

V. Modalités de remise des plis

En application des articles R2132-1 à R2132-14 du Code de la Commande Publique, les réponses des candidats sont transmises exclusivement par voie électronique via le site de dématérialisation : www.marches-publics.gouv.fr

5.1 Prérequis techniques

Afin de pouvoir lire les documents mis en ligne par le pouvoir adjudicateur, les soumissionnaires devront disposer des logiciels Excel, Word et Acrobat Reader. Pour accéder aux différents services de la plateforme de dématérialisation, les Candidats doivent s'assurer de posséder les éléments nécessaires à son bon fonctionnement.

Afin de pouvoir utiliser l'espace de téléchargement sécurisé la plate-forme de dématérialisation (notamment pour déposer le pli de réponse) les candidats doivent disposer de l'environnement d'exécution Java de Sun Microsystems. La machine Java peut être téléchargée à l'adresse suivante : <http://www.java.com/fr/download/> en cliquant sur Téléchargement gratuit Java.

Attention : les candidats devront préalablement veiller à ce que le fichier constitutif du pli comportant leur candidature ne contienne pas de virus (contrôle anti-virus à jour).

La transmission complète des candidatures devra intervenir avant la date et l'heure limite de réception des offres publiée dans l'avis d'appel public à la concurrence sous peine d'irrecevabilité.

Le dépôt des candidatures par voie électronique donne lieu à un accusé de réception indiquant la date et l'heure de réception.

La date et l'heure prises en compte sont celles données par la plateforme de dématérialisation à réception des documents envoyés par les candidats.

5.2 Signature électronique des documents

La signature électronique des offres n'est pas imposée. Si elle est utilisée par le candidat, la personne signataire habilitée à engager l'entreprise devra impérativement être titulaire d'un certificat de signature électronique conforme au règlement eIDAS.

Le certificat utilisé doit être valide à la date de la signature du document (ni échu, ni révoqué) et être établi au nom d'une personne physique autorisée à signer le marché public.

Pour obtenir des certificats de signature électronique conformes, les candidats sont invités à contacter les prestataires de service de confiance qualifiés à les délivrer.

Il est rappelé que les frais d'acquisition du certificat de signature sont à la charge des candidats, tout comme les frais d'accès au réseau.

Le Pouvoir adjudicateur attire l'attention des candidats sur l'existence d'un délai de quelques jours afin d'obtenir un certificat de signature électronique.

Les candidats sont donc invités à anticiper la demande de certificat auprès des organismes compétents au regard de la date limite de réception des offres.

Apposition de la signature électronique :

Conformément à l'article 4 de l'annexe 12 du Code de la Commande Publique relatif à la signature électronique dans les marchés publics, le signataire utilise l'outil de signature de son choix pour apposer sa signature. Dans ce cas, il en permet la vérification en transmettant les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document et ce, gratuitement.

Conformément à l'article 7 de l'annexe 12 du Code de la Commande Publique, la signature peut être apposée au moyen d'un parapheur électronique.

Les formats de signature de référence acceptés sont PAdES, CAdES et XAdES.

Pour être régulière, la signature électronique devra être appliquée sur chaque document devant être signé électroniquement.

De même la signature manuscrite scannée de document n'a pas de valeur d'original signé.

5.3 Copie de sauvegarde

Pour pallier les éventuelles défaillances de transmission ou la présence d'un programme informatique malveillant dans la candidature transmise par voie électronique, les candidats sont autorisés à effectuer à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique (CD ou DVD-rom, clé USB).

La copie de sauvegarde doit être envoyée sous pli scellé avec la mention « **Copie de sauvegarde** » dans les mêmes délais impartis pour la remise des offres.

Cette copie est transmise sous pli par voie postale à l'adresse suivante :

IFREMER
DAJF/Pôle Achats
1625, Route de Sainte Anne
29280 Plouzané

Les documents de la copie de sauvegarde sont soumis aux mêmes obligations que ceux transmis par ailleurs : ils doivent être signés si la signature est requise.

Il est précisé aux candidats que cette copie de sauvegarde, si elle est transmise dans les conditions précitées, n'est ouverte en lieu et place des plis contenant la candidature transmis par voie électronique, que lorsque ces derniers ne peuvent être ouverts ou contiennent un programme informatique malveillant, ou lorsque la candidature n'est pas remise au pouvoir adjudicateur dans les délais de dépôt des candidatures du fait d'une défaillance du dispositif électronique mis en place par le pouvoir adjudicateur.

Dans le cas où aucune copie de sauvegarde n'aura été transmise et en présence d'un programme informatique malveillant détecté dans un document électronique relatif à la candidature et/ou à l'offre, la candidature contenue dans le document électronique concerné sera alors considérée comme irrecevable en raison du caractère techniquement inexploitable.

Le pli contenant la copie de sauvegarde, que le pouvoir adjudicateur n'aura pas eu besoin d'ouvrir, sera détruit.

En cas de rejet de la candidature transmise, l'offre correspondante est effacée des fichiers du pouvoir adjudicateur, sans avoir été lue. Le candidat en est informé.

Si la transmission électronique est accompagnée d'une copie de sauvegarde, cette dernière est détruite, sans avoir été ouverte.

VI. Examen des candidatures et offres

6.2. Critères de sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Les candidatures feront l'objet d'une sélection selon les critères suivants classés par ordre décroissant d'importance :

- Moyens humains et matériels dont dispose l'entreprise
- Capacité financière du candidat
- Expérience du candidat dans des marchés ou contrats de même nature et envergure

Absence de réduction du nombre des candidats admis à déposer une offre :

Tous les candidats présentant des candidatures complètes seront admis à proposer une offre.

6.3. Critères de sélection des offres

Le choix de l'offre sera fait en fonction des critères pondérés et hiérarchisés, énoncés ci-dessous :

▪ Critère 1 : Prix : 45% noté sur 100 points
▪ Critère 2 : Valeur technique : 40% noté sur 100 points
▪ Critère 3 : Conditions d'exécution : 5% noté sur 100 points
▪ Critère 4 : Critère environnemental : 10% noté sur 100 points

VII. Informations complémentaires

Les questions d'ordre technique et/ou administratif peuvent être déposées sur la plateforme de dématérialisation www.marches-publics.gouv.fr dans la rubrique « Questions/Réponses » de la procédure concernée.

Aucune question ne pourra parvenir moins de cinq (5) jours calendaires avant la date limite de remise des offres. Dans le cas où une question parviendrait à l'Pouvoir adjudicateur passé ce délai, l'Pouvoir adjudicateur ne répondrait pas à cette question.

Afin de veiller à l'égalité de traitement entre les candidats, chaque question posée, dans les délais impartis, fait l'objet d'une réponse adressée à l'ensemble des candidats.

Il est, également vivement conseillé, dans un souci d'égalité de traitement entre les candidats, qu'ils indiquent leurs coordonnées afin de recevoir tout complément en cours de publication.

VIII. CONFIDENTIALITÉ

Le candidat s'engage à ne pas utiliser les informations fournies par l'Ifremer dans un autre but que son offre. Le candidat s'engage à ne pas divulguer les informations et les documents fournis par l'Ifremer et à ne pas communiquer avec une autre personne que l'Ifremer, sans son autorisation préalable.

IX. MODALITÉS DE RECOURS

L'instance chargée des procédures de recours est :

Tribunal administratif de Rennes

Hôtel de Bizien

3, Contour de la Motte CS44416

35044 RENNES CEDEX

Tél : +33 223212828

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Fax : +33 299635684

Adresse internet : <http://rennes.tribunal-administratif.fr/>